

Lancement des Etats Généraux de l'ESS en Pays de la Loire

Depuis le mois de novembre, à l'initiative du Conseil régional de Pays de la Loire, s'est constitué un **Comité de pilotage régional**, réunissant les collectivités de Nantes Métropole, Angers métropole, St Herblain, la CARENE (St Nazaire), La Roche sur Yon, le Conseil général de Loire Atlantique, et les acteurs : CRESS, la CPCA, Ecosolies, Fondes, CEAS de Vendée et de la Sarthe, L'IRESA du Maine et Loire et de la Mayenne... La première réussite est la mobilisation de représentants de chaque département, certains ayant jusqu'ici peu de visibilité en matière d'ESS.

Le choix du lieu avait été fait pour mettre en avant l'initiative d'Angers Loire Métropole, de réunir plusieurs acteurs de l'ESS dans un même site industriel. Le GEIQ 49, des SIAE, des associations... cohabitent sur ce site,

Innovation économique, avec un service nouveau pour les crèches de l'agglomération angevine, avec Unicio, implantée sur le site du lancement. Cette société a mis au point un processus de couches lavables conçues, fabriquées, distribuées et nettoyées par des structures d'insertion locales. 1 ETP pour 200 bébés, une économie substantielle pour la collectivité (200 € la tonne de couches jetées), des nouvelles perspectives d'innovation avec un projet de couches lavables pour adultes.

Innovation technologique, avec le Réseau des radios associatives de Pays-de-la-Loire qui s'est positionné il y a 5 ans en précurseur de la mise en œuvre de la RNT (Radio numérique terrestre), préférant anticiper que de devoir s'adapter plus tard aux injonctions des grandes chaînes. Sur Nantes, elles ont donc été un véritable laboratoire technologique et de formation, observé par le CSA et le Premier ministre !

Innovation sociale aussi avec la mise en place d'un processus de formation qualifiante pour les salariés d'un Chantiers d'insertion de La Roche sur Yon, qui leur permet de se former en conservant leur statut de salarié... et la rémunération. En phase de test, cette innovation devrait être modélisée avec le Conseil régional... et intéresser bien d'autres structures d'insertion et collectivités.

Innovation sociale aussi avec une Plate-forme associative de Services à la Personne, qui permet de travailler à l'amélioration de la qualification des salariés et la sécurisation des prestations pour les usagers. Cette plate-forme, ouverte à tous les prestataires, permet la rencontre entre acteurs de l'économie sociale et des entreprises par capitaux.

La seconde table ronde mettait en évidence l'intérêt de l'ESS par rapport à l'emploi.

Que ce soit en **quantité d'emplois**, avec le bel exemple d'AACEN 53, qui a créé en moins de 2 ans un ESAT de 220 salariés, sur les métiers de la chaudronnerie et de l'imprimerie, puis une Entreprise d'insertion... et M Rio, son entrepreneur semblait vraiment avoir pris goût à créer des entreprises pour créer des emplois !

Le Directeur du GEIQ 49 a souligné l'intérêt de ce type de structure, pour permettre à des entreprises de faire ce qu'elles ne peuvent pas faire seules : embaucher des personnes loin de l'emploi. Il a alerté cependant, sur la difficulté à intégrer des personnes ayant des grandes difficultés de savoir-être.

Le PDG d'une SCOP de 130 emplois dans le bâtiment, a mis l'accent sur **la qualité de l'emploi**, à partir de son expérience de 25 ans de construction d'un sociétariat volontaire, et d'un travail continu de **promotion sociale** interne, par la formation technique et « citoyenne ».

La Déléguée départementale de la **CFDT** a rappelé l'attachement de son syndicat aux valeurs de l'ESS... sans donner pour autant un blanc-seing au management. Bien des choses sont à améliorer dans des entreprises d'ESS. Elle a alerté notamment sur des secteurs en pleine restructuration, comme les services à la personne, où la réduction des moyens se fait sentir sur les conditions de travail et la formation continue... au détriment des salariées, et des personnes aidées.

La troisième table ronde mettait en lumière la participation d'acteurs de l'ESS dans la co-construction des politiques publiques.

L'exemple du PLIE de La Roche sur Yon a permis de valoriser l'intérêt des **Clauses sociales** non seulement pour « dégager des heures de travail », mais surtout pour interroger les entreprises et voir avec elles comment changer leur regard sur les publics fragiles.

La SCOP IF, qui propose des missions d'accompagnement et conseils en matière de **politique culturelle** pour des associations et des collectivités (entre 5.000 et 20.000 habitants essentiellement). Ils ont mis en valeur leur savoir-faire pour répondre aux besoins des deux, et mener une médiation intéressante, qui permet de répondre aux attentes des collectivités et des troupes.

ECOREV, un projet de **ressourcerie** sur Nantes a décrit le lent partenariat mené par des citoyens pour mobiliser des habitants, des élus, et arriver à construire un projet viable avec les services techniques.

Enfin, Frédéric Béatse, Vice-président de l'agglomération d'Angers Loire Métropole a insisté pour valoriser l'intérêt des co-constructions, qui permettent de **mieux comprendre les attentes des habitants et de lever des résistances. Dans un contexte de raréfaction des moyens pour les collectivités locales, il a souligné son intérêt pour poursuivre la co-construction des politiques publiques avec des acteurs de l'ESS organisés.**